

# Rapport d'Activité - 2007



EUROPEAN PUBLIC NANNIES



RESEAU EUROPEEN DES ASSOCIATIONS

D'ACTIVITE SECOURS EN FAMILLE

ET LICENCIUM SECOURS



[www.eapn.org](http://www.eapn.org)

# **Rapport d'Activité – 2007 - Jahresbericht**

## **1. European Anti Poverty Network**

- 1.1. L'Histoire**
- 1.2. Les objectifs et les membres et le conseil d'administration**
- 1.3. La politique européenne et EAPN**

## **2. La situation au Luxembourg**

- 2.1. La pauvreté et ses différents aspects**
- 2.2. La pauvreté au Luxembourg**
- 2.3. La Conférence : Armut – Geißel der Globalisierung (en allemand, conférence de M. Butterwege)**

## **3. Les activités en 2007**

- 3.1. Le Tableau d'activités**
- 3.2. Rencontre Participative pour l'Inclusion Sociale 2007**
- 3.3. L'Agence Immobilière Sociale**
- 3.4. Le model du « Tiers-Payant »**
- 3.5. La chambre du Travail et EAPN**
- 3.6. Observation et prise de position sur les projets de loi en 2007 : ONE, Office Sociaux, Intérêts Généraux**

## **Résumé et perspectives**

## **1. European Anti Poverty Network : L'Histoire**

En juin 1989, une conférence sur la lutte contre la pauvreté réunissant deux cents militants associatifs - organisée avec le soutien de la Commission européenne - a donné pour mission à un groupe provisoire de préparer la création d'un réseau européen. Une assemblée constituante, convoquée en décembre 1990, a réuni les délégués représentant les différents réseaux nationaux en cours de création. Cette assemblée a adopté les statuts du réseau européen, appelé [European Anti Poverty Network](#). Des organisations européennes ont également été invitées à rejoindre EAPN; vingt-cinq l'ont fait jusqu'à présent. EAPN travaille avec le soutien financier et en association avec la Commission européenne.

### **1.1. Les objectifs du Réseau**

Le Réseau luxembourgeois pour la lutte contre la Pauvreté a été fondé en 1990. Dans les statuts, les objectifs sont définis (Article 3):

Le Réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion poursuivra **trois grands objectifs principaux**

- promouvoir et accroître l'efficacité des actions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
- aider à la définition de politiques sociales et à la conception de programme d'actions ;
- assurer une fonction de groupe de pression pour et avec les personnes et les groupes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

### **1.2. Les Organisation Membres et le conseil**

Actuellement, treize organisations du secteur social au Grand Duché sont devenues membres du réseau EAPN. Dernièrement en 2007 l'asbl „Stemm vun der Stroos" s'est inscrite comme nouveau membre.

Les membres sont:

- **Aarbechtshëllef asbl**
- **ATD Quart Monde asbl**
- **ANAHSASIG asbl**
- **Co-Labor s.c.**
- **Croix-Rouge ,fondation**
- **Confédération Caritas Luxembourg,**
- **Femmes en Détresse, fondation**
- **Fondation Jugend- an Drogenhëllef**
- **Foyers et services de l'Entraide**
- **Inter-Actions**
- **Ligue médico-sociale**
- **Paerd's Atelier**
- **Stëmm vun der Strooss**

Une assemblée générale (max. 2 délégués par organisation) se réunit une fois par an et élit un conseil d'administration avec un mandat de deux années. Ce conseil d'administration se réunit une fois par mois pour organiser les diverses activités du réseau. Les membres du conseil d'administration représentent le réseau à l'échelon national et sont également actifs au niveau international dans le cadre d'EAPN Europe. Le réseau du Luxembourg n'a pas de personnel rémunéré et dépend du travail bénévole de ses membres.

Actuellement sont membres du conseil d'administration:

Karin Manderscheid - présidente (Femmes en détresse)  
Marco Hoffmann – vice président (Ligue luxembourgeoise)  
Patrick Salvi – trésorier (Croix Rouge)  
Caroline Ludwig – secrétaire (Co-labor)

Klaus Schneider (Interactions Schlaifmillen)  
Robert Urbé (Caritas)  
Carlo Hourscht (Pärdsatelier)

### 1.3. La Politique Européenne et EAPN

En extrait ci-joint le page web de EAPN Bruxelles, où est situé le siège de la centrale de l'EAPN Europe, a proximité des Institutions Européennes pour pouvoir intervenir dans l'intérêt des personnes menacées par la pauvreté. D'ici, les réseaux nationaux sont tenus au courant par rapport aux actualités de la politique européenne et les actions communes au niveau européen sont lancées et coordonnées.

Created by EAPN, the **European Anti Poverty Network**  
Square de Meeûs 18

B-1050 Brussels  
Tél: +32.2.226.58.50  
Fax: +32.2.226.58.69  
E-mail: [team@eapn.skynet.be](mailto:team@eapn.skynet.be)  
Internet site: [www.eapn.org](http://www.eapn.org)

**EAPN** is a representative network of non-governmental organisations (NGOs) and groups involved in the fight against poverty and social exclusion in the Member States of the European Union.

**EAPN is supported by the European Commission**

This site is bilingual, English and French, but many documents are available in other languages.

#### Highlight

[Everyone deserves a decent life: Join the EAPN EU wide campaign for Adequate Minimum Income schemes!](#)  
19/12/2007

24 out of 27 Member States have minimum income schemes in place at this present time, but there are serious flaws with their accessibility and their adequacy. It is time to state clearly that adequate Minimum Income schemes are a fundamental prerequisite for an EU based on social justice and equal opportunities for all!



## Latest news

- » [EAPN publishes guide on social inclusion indicators for structural funds](#)  
22/01/2008
- » [The European Youth Forum calls for an EU legislation to combat discrimination outside the employment](#)  
22/1/2008
- » [AGE welcomes Slovene Presidency focus on intergenerational cooperation](#)  
22/1/2008
- » [FEANTSA supports European Parliament written declaration on ending street homelessness](#)  
22/1/2008
- » [Social Platform issues Slovenian Presidency tests: Time for a Growth, Jobs and Inclusion strategy](#)  
22/1/2008

## 2. La situation au Luxembourg

### 2.1. La pauvreté et ses différents aspects

La pauvreté est un phénomène à multiples facettes. Trop souvent, seul le volet monétaire est pris en compte. La pauvreté et l'exclusion sociale naît cependant dans l'interface individu – environnement social, lieu d'émergence de problèmes sociaux qui peuvent se manifester simultanément et à plus ou moins long terme aux niveaux:

- biologique, (par ex. : handicap physique, maladie);
- psychique ( par ex. : maladies psychiques, déficience des compétences cognitives, comportement incompatible avec le rôle de l'individu, toxicomanies, ...);
- socio-écologique (par ex. : nuisances dans le logement, sur le lieu de travail, manque d'infrastructure sanitaire et de formation);
- social et économique (par ex. : manque d'argent, de logement, de formation reconnue, chômage, problèmes relationnels, dépendances illégales) et;
- culturel (par ex. : ignorance des valeurs et normes sociales, méconnaissance d'une langue étrangère, analphabétisme, religion);

Si les personnes concernées ne disposent pas des ressources nécessaires pour atténuer ou résoudre seuls les problèmes existants et pour éviter de nouveaux problèmes, le cercle vicieux de l'exclusion sociale commence et conduit à la pauvreté. Il est évident que les conditions matérielles de vie jouent un rôle important dans la prévention de la pauvreté. Or, au Luxembourg, ces conditions ne sont pas assurées pour un nombre croissant de personnes...

...Connaissant la précarité de certains emplois, le risque croissant de devenir chômeur pendant une période de sa vie, la difficulté d'accès à un logement décent et les loyers exorbitants au Luxembourg, il est facilement imaginable que les moindres imprévus peuvent déséquilibrer durablement les budgets ménagers des personnes gravitant autour du seuil de risque de pauvreté. 12 000 saisies/cessions par an au

Luxembourg témoignent de ce fait. Le glissement dans une situation de surendettement inextricable est souvent la suite inévitable. Que peut-on faire ? Sachant que les personnes touchant le revenu minimum garanti et même celles gagnant le salaire social minimum (pour certaines compositions de ménage) se situent dès le départ en dessous du seuil de pauvreté, il faut épauler financièrement ces familles en attendant que la réforme des offices sociaux instaure, espérons-le, un *droit* à l'aide sociale...

Pour une information statistique exhaustive, le lecteur est renvoyé au Rapport « Travail et cohésion sociale » publié en octobre 2006 par le Statec et disponible sur internet. ([www.statec.public.lu](http://www.statec.public.lu))

## **2.2. La pauvreté au Luxembourg**

Quelques extraits de la brochure de la chambre du Travail élaboré en coopération avec EAPN en 2007 décrivent la situation : ...

### ***Les seuils de risque de pauvreté***

***En 2006***, le seuil de risque de pauvreté pour une personne était de 17.808 euros par an (**1.484 euros par mois**). Pour un ménage composé de 2 adultes et 2 enfants de moins de 14 ans, il était de 37.397 euros (3.116 euros par mois).

( info supplémentaire : **En 2005**, le seuil de pauvreté monétaire était de l'ordre de **1424** pour un individu et 2 990 pour un couple avec deux enfants.)

**En 2004**, le seuil de risque de pauvreté pour une personne était de 16.226 euros par an (**1.352 euros par mois**). Pour un ménage composé de 2 adultes et 2 enfants de moins de 14 ans, il était de 34.075 euros (2.840 euros par mois). On peut aussi exprimer le seuil de risque de pauvreté en standard de pouvoir d'achat (SPA). Cette mesure permet de tenir compte des différentiels de prix entre les différents pays de l'Union européenne.

Ainsi, **en 2003**, le seuil de risque de pauvreté était de 15.522 SPA par an pour une personne (**1293,5**) et de 32.596 SPA pour un ménage composé de 2 adultes et 2 enfants de moins de 14 ans.

### ***Les taux de risque de pauvreté***

Le pourcentage de ménages dont le revenu disponible équivalent est inférieur au seuil de pauvreté est de **14% au grand-duché de Luxembourg en 2006**. Il était de **13% en 2005 et 12,4% en 2004 ( 11.1 % en 2003)** . Ces pourcentages correspondent au taux de risque de pauvreté. Il convient de noter que, au cours des 10 dernières années, le taux de risque de pauvreté n'a pas diminué au Luxembourg, comme le montre le tableau 1.

## **Les travailleurs pauvres et leur situation familiale**

*Deux travailleurs disposant de la même rémunération ne connaissent pas nécessairement le même risque de pauvreté. Le concept de travailleurs pauvres se distingue donc de celui de bas salaire. Ainsi, par exemple, un travailleur à bas salaire peut échapper au risque de pauvreté si son conjoint bénéficie d'un revenu suffisamment élevé, alors qu'un salarié percevant un salaire moyen peut être confronté à la pauvreté si le conjoint ne dispose pas ou peu de revenus personnels. Pour un travailleur vivant seul, cette question ne se pose évidemment pas dans les mêmes termes, puisque seuls son salaire et ses éventuelles autres sources de revenus (positifs ou négatifs) entrent en ligne de compte. Ces travailleurs sont 12% à être exposés au risque de pauvreté et représentent 17% des travailleurs pauvres. La situation des travailleurs appartenant aux autres configurations familiales dépend surtout de l'activité du conjoint (sauf bien sûr pour ceux appartenant à une famille monoparentale). Lorsque le conjoint travaille (à temps plein ou à temps partiel mais pendant plus de la moitié de l'année), le risque qu'un travailleur soit exposé à la pauvreté tombe à 6%. Dans le cas contraire, ce risque atteint 17%. Ce sont surtout les travailleurs qui appartiennent à des familles avec enfants qui sont les plus exposés à ce risque et plus encore ceux qui appartiennent à des familles nombreuses par l'effet conjugué de l'augmentation du nombre de personnes à charge et de la baisse du taux d'emploi des femmes qui accompagne cette augmentation. Ainsi, le taux de pauvreté des travailleurs en couple sans enfants est de 2%, celui des travailleurs en couple avec un enfant atteint 9% et il est de 14% avec deux enfants; enfin, avec trois enfants, il s'élève à 19%. Il est le plus fort dans les familles monoparentales, car 25% des travailleurs élevant seuls leurs enfants sont exposés au risque de pauvreté...*

### **2.3. La conférence: Armut - Geißel der Globalisierung**

Les extraits du communiqué de presse, annonçant l'événement du 31.05.2007 ou EAPN Luxembourg à invité Monsieur Prof. Butterwege :

*...Die demographische Entwicklung – die alternde Gesellschaft u.a. - und die Globalisierung sind vorgeschobene Scheinargumente um den Abbau der Sozialstaaten zu legitimieren...*

*... Der Wohlfahrtsstaat wird zum Konkurrenzstaat. Der Staat soll schlanker werden; doch dies geschieht keineswegs überall. Sicherheitsorgane z.B., werden massiv ausgebaut. Diese Entwicklungen sind auch in Luxemburg zu beobachten ...*

*... Die entsprechenden Förderprogramme fallen Sparzwängen zum Opfer, es bleibt das Fordern. In Luxemburg ist die erste Version des Gesetzesprojekts 5611 ein entsprechendes Beispiel...*

*Während einerseits spärlich finanzierte Programme soziale Kohäsion herstellen sollen, spaltet sich die Gesellschaft durch die Verbreitung der neoliberalen Kultur in Gewinner und Verlierer: in wenige Hyperreiche und Heere von Armen, die ihrerseits weiteren Spaltungsprozessen unterliegen durch ethnische Segregation, Prekarisierung der Arbeitsplätze, usw. ...*

*... Den Armen wird hingegen abgesprochen, dass sie sich genügend anstrengen. Die tendenziöse Presse liefert die entsprechenden Argumente. Hier liegt ein grundlegendes Missverständnis vor. Für Neoliberale heisst Leistung Erfolg, doch Leistung ist nicht immer von Erfolg gekrönt. ... Am Beispiel der „Working Poor“ zeigt sich, dass das Leistungsprinzip im Neoliberalismus pervertiert wird und nur der Erfolg zählt...*

*...Es gilt die soziale Frage in Zusammenhang mit der Gefährdung der Demokratie zu thematisieren, da die zunehmende Pauperisierung und Ausgrenzung vieler Bevölkerungsgruppen die Teilnahme an der Gesellschaft – Demokratie also im ursprünglichen Sinne – verhindert. Die Grundfrage um diesen negativen Entwicklungen im Rahmen der Globalisierung entgegen zu wirken lautet: Welche Gesellschaft wollen wir? Entscheidend für die Realisierung einer sozialen Bürger- bzw. Zivilgesellschaft ist, ob es gelingt, das gesellschaftliche Klima in einer politischen (Gegen-)Mobilisierung zu verbessern und eine neue Kultur der Solidarität zu entwickeln.*

### 3. Les activités en 2007

#### 3.1. Le Tableau d'activités



Date	Activité
23/03/06	Conférence « Rencontre participative pour l'Inclusion sociale » / Luxembourg
01/05/06	Publication de la brochure en lien à la conférence « Rencontre participative pour l'Inclusion sociale »
02/05/06	L'ancien Ministre de la Santé demandant la participation du réseau EAPN Lëtzebuerg à l'élaboration du «Rapport national sur les stratégies en matière de protection sociale et d'inclusion sociale (VOLET PROTECTION SOCIALE)»
12/05/06	Participation au «Meeting of People experiencing Poverty / Bruxelles» Contribution de EAPN Lëtzebuerg à la préparation du Rapport national sur les stratégies en matière de protection sociale et d'inclusion sociale (RNS 2006-2008) par rapport au volet «Inclusion sociale» (Région - personnes à risque immédiates à la recherche de Ressources - quelle posture pour l'Inclusion sociale?)
12/06/06	Participation à la réunion MIFA du Ministère de la Famille concernant la contribution de EAPN Lëtzebuerg à la préparation du Rapport national sur les stratégies en matière de protection sociale et d'inclusion sociale (RNS 2006-2008) (VOLET INCLUSION SOCIALE)
10/08/06	Artikel Luxemburger Wäert - Lëtzeburger am F. - D. - Sproochengebiet - Bekämpfung vum Alkoholmissbrauch
27/09/06	Revue de la loi des Sanctionnistes - Annäherung an den F. D. - Sproochengebiet
29/09-02/10/06	Participation à la 9e Semaine du Logement pour promouvoir le projet de l'Agence Immobilière Sociale
17/10/06	Action Communale des Députés (Distribution de la brochure relative à la conférence « Rencontre participative pour l'Inclusion sociale » aux députés avec lettre de sensibilisation)
09-10/2006	Participation au séminaire «En route vers Lisbonne» CRP - enr Tudor
22/12/06	Adhésion à la Charte pour la promotion de l'accès au logement
07/02/07	Artikel Luxemburger Wäert - Lëtzeburger am F. D. - Sproochengebiet
05/03/07	Réunion par rapport au dévou sur la pauvreté à la Chambre des Députés par le Président d'EAPN dans le cadre d'un interview de la «Chambre TV»
06/02/07	Conférence tenue par le Président d'EAPN sur la pauvreté au Luxembourg sur invitation du «Verband Märsch»
22/03/07	Conférence « Rencontre participative pour l'Inclusion sociale » - Echternach
03-04/05/07	Participation au «Meeting of People experiencing Poverty / Bruxelles»
29/05/07	Demande au Ministre de la Santé d'une entrevue pour discuter de la mise en oeuvre d'un «dars payant» en faveur de personnes en situation de pauvreté
21/05/07	Artikel - Geissel der Globalisierung - Konfrontation mit Prof. Dr. Christophe Berthelette / CCR, Neumünster - Luxemburg
07/07/07	Lettre adressée aux députés concernant les modifications à apporter aux projets de loi 5605 (relatif à l'instauration du marché de l'électricité) et 5606 (relatif à l'organisation du marché du gaz naturel) en vue de garantir le droit à une fourniture minimale en énergie.
12/07/07	Entrevue avec le Ministère de la Santé - demande de services en faveur des «dars payant» en faveur des personnes en situation de pauvreté
18/09-01/10/07	Participation à la 10e Semaine du Logement pour promouvoir le projet de l'Agence Immobilière Sociale
05/10/07	Participation à la réunion du Conseil Supérieur de l'Action Sociale
18/10/07	Conférence tenue par le Président d'EAPN sur le travail d'EAPN sur la invitation du KIVAN (le «Bel-Azet» à la Mission d'Intégrité)

Ils s'ajoutent plusieurs activités en fin d'année comme **la conférence de presse pour la présentation de la brochure REPIS (18.10.2007)** avec les revendications développées par les participants de REPIS. Ainsi **une conférence des presse pour la présentation de la brochure « La pauvreté au Luxembourg » (13.12.2007)** document élaboré par la « Chambre de Travail » en coopération avec EAPN.

En octobre nous avons eu l'honneur d'être **invité par les KIWANIS pour une conférence sur la thématique de la pauvreté et de l'exclusion sociale (18.10.2007)**, qui se déroulera dans l'enceinte académique de la Miami University au Château de Differdange.

Dans ce cadre la, l'organisation KIWANIS a transmis un don à EAPN

### 3.000 euros du Kiwanis Esch à European Anti Poverty Network



C'est en présence du président Constant Muellesch et du comité du Kiwanis Esch/Alzette que vient d'être remis un chèque de 3.000 euros à Karin Manderscheid, présidente du réseau EAPN Luxembourg (European Anti Poverty Network). EAPN est un réseau de réseaux des plus grandes structures sociales et humanitaires engagées dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'UE et au Luxembourg. Constant Muellesch a ainsi remercié Karin Manderscheid pour avoir présenté lors de la soirée du refus de la misère du 17 octobre 2007 les projets, outils et visions européennes quant à l'éradication de la pauvreté. Pour plus d'informations: <http://eapn.lu/>.

### **3.2. Rencontre Participative pour l'Inclusion Sociale Esch-Alzette, le 22 mars 2007**



Le 22 mars dernier, la branche luxembourgeoise du Réseau européen des organisations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (European Anti Poverty Network – EAPN Lëtzebuerg) a organisé, avec le soutien du Ministère luxembourgeois de la Famille et de l'Intégration et de la Commune d'Esch-sur-Alzette, une conférence intitulée « Rencontre participative pour l'inclusion sociale ». Plus de 70 personnes ont participé à l'événement dont la moitié ont été des personnes avec l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale « EAPN-Lëtzebuerg » est une 'association sans but lucratif', fondée en 1990, qui compte actuellement treize associations membres. Il s'agit de: Aarbechtshëllef, ATD Quart Monde, Association Nationale des Assistantes d'Hygiène Sociale, Assistantes Sociales et Infirmières Graduées du Luxembourg, Co-labor, Confédération Caritas Luxembourg, Croix-Rouge Luxembourgeoise, Femmes en détresse, Fondation Jugend an Drogenhëllef, Foyers et Services de l'Entraide, Inter-Actions, Ligue médico-sociale, Paerd's Atelier et la Stëmm vun der Strooss.

La conférence d'EAPN visait à encourager la participation des personnes en situation de pauvreté au processus de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, processus qui les concerne directement. Les conclusions de la conférence seront soumises aux responsables politiques dont la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi que le Ministre de la Santé. En effet, l'influence réciproque des problèmes de santé et de pauvreté a été au centre des discussions de cette année.

Dans l'Union européenne à 25 membres, 72 millions de personnes vivent en pauvreté. Au Luxembourg, on comptait en 2005, 13% (en 2006, 14%) de personnes se situant en dessous du

seuil de risque de pauvreté, soit plus de 60 000 citoyens.. Dans son discours introductif, Mme Karin Manderscheid, présidente d'EAPN Lëtzebuerg posait la question si la stabilité statistique de 13% du taux de risque de pauvreté au cours de la dernière décennie permet de conclure que les efforts réalisés sont suffisants? En se référant au thème général de la conférence « Progress made-Steps forward », elle a souligné les tentatives de solution restent largement insuffisantes et surtout trop peu ciblés. Or, « les pauvres ne peuvent pas attendre ». La nature multidimensionnelle de la pauvreté nécessite une approche concertée de tous les acteurs, cela en s'assurant du concours des concernés eux-mêmes.

M. Mars di Bartolomeo, Ministre de la Santé, a écouté les personnes qui ont exprimé leurs problèmes quotidiens de pauvreté et d'exclusion en relation avec leur santé fragile et surtout les problèmes financiers qui en découlent. Le Ministre s'est déclaré ouvert à une discussion sur le tiers payant ciblé (revendication d'EAPN), c'ad. le règlement direct des factures médicales et de pharmacie par la caisse de maladie pour les personnes à revenu modeste.

M. Claude Vandivinit, Commissaire de gouvernement à l'action sociale, a expliqué les difficultés actuelles à garder les acquis en matière de lutte contre l'exclusion sociale et à contenir les phénomènes de pauvreté. Il a souligné les efforts actuellement réalisés pour faire avancer l'avant-projet de loi sur la réforme des offices sociaux qui vise à mettre en place un dispositif réglementaire pour assurer les besoins sociaux de base des citoyens en difficulté.

En tant que député, échevin de la Ville d'Esch et coorganisatrice de la conférence, Mme Vera Spautz a adressé dans son discours des mots encourageants aux personnes en situation de pauvreté. En décrivant les défis communaux en matière de politique sociale, elle a partagé l'avis de l'assemblée que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour permettre à tous les citoyens de vivre décemment, un droit incontournable de notre société moderne.

Les ateliers du matin et de l'après midi ont permis ensuite la participation directe des personnes en situation de pauvreté. Celles-ci ont pu échanger entre elles et avec des professionnels leur vécu et leur vie autour du thème général de la pauvreté et de la santé. Dans une ambiance de compréhension mutuelle, les personnes avec des expériences de pauvreté ont soumis leurs points de vue et leurs propositions de changement. La publication du rapport de conférence permettra de découvrir en détail le contenu de ces discussions et les recommandations et revendications formulées à l'adresse des professionnels et des politiciens.

Il s'avère déjà maintenant que le tiers payant ciblé constituerait une aide énorme pour les personnes à revenu modeste et que l'introduction de cette mesure ne constituera pas de frais supplémentaires pour la sécurité sociale. Retenons aussi les quelques problèmes sociaux cités le plus fréquemment: les loyers trop chers, l'accès à la propriété qui est devenu impossible, les difficultés de conciliation de la vie professionnelle et familiale en termes d'accès, d'horaire et de coût des foyers et crèches, les difficultés d'accès au soins de santé et une participation parfois trop importante aux frais de médicaments, ainsi que l'isolement comme conséquence d'un manque d'argent et la difficulté d'accès à des informations actuelles pour une problématique donnée.

Il est certain que ces problèmes ne touchent pas uniquement (mais beaucoup plus sensiblement) les personnes en situation de pauvreté et qu'au-delà des phénomènes de pauvreté visibles, la précarité invisible gagne du terrain. Le taux de pauvreté de 13% ne constitue que la pointe de l'ice-berg !

### 3.3. Agence Immobilière sociale

Une des revendications d'EAPN depuis des années est de mettre en place une Agence immobilière sociale au Luxembourg, vu les problèmes de logement connus au Grand Duché.

Dans le cadre de **la semaine de logement du 28. Septembre au 01. Octobre**, EAPN a pris l'occasion de présenter au grand public le concept, dont quelques extraits ci-joint :

## Mesure 17 du PANincl. 2003-2005

(Plan National d'Action pour l'Inclusion Sociale p. 20)



- 
- *« Compte tenu de la pénurie actuelle existante sur le marché du logement, l'objectif à court, moyen et à long terme de l'approche stratégique en matière de politique de logement est de*
    - *veiller à étendre le parc des logements, tout en veillant à*
    - *rendre le logement décent accessible aux personnes vulnérables et aux personnes à faible revenu.*»

## Efforts du côté des ONG sociales



- 
- En 2004, un groupe de travail, constitué par des ONGs du secteur social, introduit un document intitulé "Projet-pilote en vue de la mise en place d'une Agence Immobilière Sociale (AIS)" auprès du Ministère du Logement .
  - Elaboration d'un modèle de fonctionnement concret d'une AIS luxembourgeoise selon l'expérience de la Wunnengshëllef Asbl.
  - Elaboration d'une "Charte pour la promotion de l'accès au logement"
  - Démarches auprès des instances publiques

7

## En résumé la spécificité d'une AIS:



- 
- Gestions de projets locatifs à l'adresse d'une clientèle présentant des problèmes sociaux multiples et exclue pour cette raison du marché locatif normal.
  - Mise en place de dispositifs d'aide sociale contraignants: subvention au loyer (càd. condition sine qua non du projet locatif) en contrepartie de l'acceptation d'un accompagnement social (par un service social tiers, avec ou sans gestion des revenus du ménage par ce service) et d'une guidance pour l'entretien du logement.
  - En conséquence: Gestion par l'AIS elle-même de cette subvention au loyer où le cas échéant association avec un partenaire (offices sociaux p.ex.), disposé à respecter ses décisions.
  - Objectif à moyen terme de l'autonomie du locataire sur le plan de l'habitat avec une sortie du dispositif AIS.

16

Suite aux initiatives de EAPN (et autres ONGs) le ministère de logement et autres instances compétentes en matière s'intéressent au concept et pour l'année 2008 des réunions de travail sont fixé.

### 3.4. Le « Tiers Payant »

Une autre revendication – une fois de plus le résultat de la conférence REPIS – est le concept du « Tiers Payant » social, qui permettra aux personnes en besoin de faire passer les factures du traitement médical par un paiement direct entre caisse de maladie et médecin et tout cela suivi et encadré par un office social, qui évaluera les besoins individuels.

Le 23.07.2007 le Ministre de la santé, Mars Di Bartolomeo, qui avait participé déjà au REPIS 2007 concernant la t « Pauvreté – Santé » a invité une délégation de l'EAPN pour la présentation et discussion d'un concept éventuel du model « Tiers Payant ».

### 3.5. La Chambre de Travail

En coopération avec EAPN la Chambre de Travail du Luxembourg a pu réalisé une documentation sur la situation de « La Pauvreté au Luxembourg ». Cette documentation était présentée au grand public pendant la conférence de presse le 18.10.2007 et les échos de la presse étaient nombreuses.

## Armut in einem reichen Land

Neue Veröffentlichung der Arbeiterkammer

Um Armut in Luxemburg geht es in einer aktuellen Veröffentlichung der Arbeiterkammer. Um das Ausmaß dieses Phänomens eingehend zu durchleuchten, hat sich die Berufskammer mit einer Reihe von Wohlfahrtsverbänden beraten, die im luxemburgischen Ableger des „European Anti Poverty Network“ (EAPN) vereinigt sind.

In der Broschüre werden unter anderem die aktuellen Zahlen vorgestellt, die über die statistischen und finanziellen Aspekte der Armut verfügbar sind. Nach offiziellen Angaben lag etwa im Jahr 2006 die Armutsrisikoschwelle für eine Person bei 1484 Euro pro Monat. Für zwei Erwachsene und zwei Kinder lag der Betrag bei 2840 Euro pro Monat. Die Armutsrisikoquote – das heißt der Anteil der Haushalte, die mit weniger Geld als dem amtlich ermittelten Schwellenbetrag auskommen müssen – lag im Jahr 2006 bei 14 Prozent.

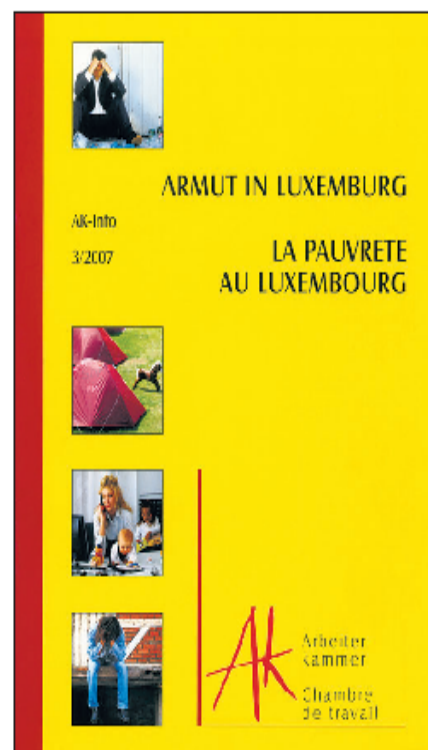
Doch in ihrer Veröffentlichung beschränkt sich die Arbeiterkammer nicht auf bloße Zahlenspiele.

Zu oft werde bei der Analyse der Armut vergessen, dass hinter den Zahlen Menschenschicksale stünden, heißt es im Vorwort der Broschüre. Besonders alarmierend sei etwa der Anstieg der Armut bei Alleinerziehenden und kinderreichen Familien. Anlass zur Sorge gebe auch der Befund, dass immer mehr Arbeitnehmer dem Armutsrisiko ausgesetzt seien – die sogenannten „working poor“. Dagegen seien auch jene Erwerbstätigen nicht gefeit, die einer Vollzeitbeschäftigung nachgingen, heißt es in der Veröffentlichung der Arbeiterkammer.

Am stärksten armutsgefährdet sind nach Angaben der Arbeiterkammer und der EAPN-Experten die Arbeitnehmer, die für Familie und Kinder sorgen müssen. Am höchsten sei das Risiko aber unter den alleinerziehenden Erwerbstätigen: Jeder Vierte von ihnen muss damit rechnen, unter die Armutschwelle zu rutschen. Was das Abgleiten in die soziale Ausgrenzung für die Betroffenen bedeutet, wird

in der Broschüre anhand des Schicksals einer verwitweten Mutter deutlich, die mit rund 700 Euro im Monat auskommen muss. Die Kosten für die Nachhilfekurse ihrer Tochter habe sich die Betroffene regelrecht vom Mund abgespart. Als Belastung empfinde es die 40-Jährige, dass sie ihrem Kind nicht die gleichen Kleider oder Markenartikel kaufen kann, die deren Freundinnen als selbstverständlich annehmen. In der Veröffentlichung der Arbeiterkammer heißt es hierzu, dass die Konsumgesellschaft denjenigen viel Erfindungsreichtum, Eigeninitiative und Selbstbewusstsein abverlange, die über wenige finanzielle Mittel verfügen, aber dennoch nicht zurückstecken möchten. Jenen Menschen werden in der Broschüre Wege aufgezeigt, wie sie aus ihrer ausweglosen Situation herausfinden können. (C.)

Die Broschüre „Armut in Luxemburg“ ist bei der Arbeiterkammer erhältlich (18, rue Auguste Lumière, L-1950 Luxembourg) oder unter [www.ak.lu](http://www.ak.lu).



### **3.6. Prise de positions aux projets de loi :**

Un des objectifs d'EAPN est de faire du lobbying pour ceux qui sont confrontés ou menacés par la pauvreté. Tous les projets de loi qui pourraient avoir un impact sur la situation des concernés sont étudiés et selon possibilité une prise de position est adressée à l'instance compétente.

Il y avait les projets de loi suivants : la Réforme des Office Sociaux au Grand Duché, le projet de loi de « L'Office National de l'Enfance », les textes de loi sur le droit à l'accès minimal d'énergie et autres.

### **Résumé et perspectives pour 2008 :**

Le Réseau Luxembourgeois de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion - EAPN Luxembourg a pu mettre en place de nombreuses actions, qui apportent des résultats concrets aux différents niveaux.

Les problèmes sociaux détectés et soulignés pendant la Rencontre Participative à Esch ont été présentés aux responsables politiques en présentant aussi des concepts des solutions praticables (AIS, Tiers Payants etc.).

En 2008 nous avons l'espoir que l'une ou l'autre proposition de l'EAPN soit mise en place. C'est une des raisons, pourquoi une nouvelle Rencontre Participative REPIS en 2008 est planifiée. Le problème de logement au Grand Duché sera un des champs d'action prioritaire en 2008 pour l'EAPN.